

Prix des droits humains 2020 Document de référence

Haytham Mohammadein, Hoda Abdelmoniem, Ibrahim Metwally Hegazy,
Mahienour El-Massry, Mohamed El-Baqer, Mohamed Ramadan et Zyad El-Eleimy

Le CCBE a décidé d'attribuer le Prix des droits humains 2020 du CCBE aux avocats égyptiens Haytham Mohammadein, Hoda Abdelmoniem, Ibrahim Metwally Hegazy, Mahienour El-Massry, Mohamed El-Baqer, Mohamed Ramadan et Zyad El-Eleimy pour leur courage, leur détermination et leur engagement à défendre les droits humains en Egypte.

Haytham Mohammadein



Haytham Mohammadein est avocat des droits humains et activiste du travail. Il a déjà été arrêté à plusieurs reprises pour avoir exercé ses libertés fondamentales, notamment en janvier 2011 pour avoir participé à une manifestation, en septembre 2013 alors qu'il se rendait à la grève des ouvriers d'une cimenterie, en avril 2016 à la lumière de son militantisme contestant la décision du gouvernement de transférer la souveraineté des îles de Tiran et de Sanafir à l'Arabie saoudite et en mai 2018 pour avoir protesté contre la hausse du prix des tickets de métro. Les avoirs de Haytham Mohammadein ont également été gelés en janvier 2015 : cette mesure aurait été prise à titre de représailles étant donné qu'il s'était prononcé ouvertement contre l'éviction de l'ancien président Mohamed Morsi.

Plus récemment, Haytham Mohammadein a été arrêté le 12 mai 2019 au poste de police alors qu'il purgeait une peine de probation liée à sa libération conditionnelle antérieure, en octobre 2018. Il a disparu pendant quelques jours avant de faire surface au bureau du procureur général de la sûreté de l'État le 16 mai. Il a ensuite été placé en détention préventive dans le cadre de l'affaire n° 741 de 2019. Depuis lors, sa détention préventive a continué à être renouvelée et il est toujours en détention préventive aujourd'hui.

➤ Lettres de soutien du CCBE :

- [Detention of lawyer Haytham Mohamadeen \(17/08/2018\)](#)
- [Detention of lawyer Haytham Mohamadeen \(02/06/2020\)](#)
- [Concerns regarding Egyptian human rights lawyers Gamal Eid, Mostafa Al Hassan, Haytham Mohammedein, and Malek Adly \(09/06/2016\)](#)
- [Concerns regarding the arbitrary arrest of human rights lawyer Mr Haitham Mohamadein \(24/09/2013\)](#)

Hoda Abdelmoniem



Hoda Abdelmoniem est avocate, spécialisée dans les droits humains, ancienne membre du Conseil national des droits humains et porte-parole de la Coalition révolutionnaire des femmes égyptiennes, située au Caire. Elle et sa fille Fadwa dormaient dans leur appartement le 1er novembre à 1 h 30 du matin lorsque les autorités sont venues l'arrêter. Sa fille a indiqué que la porte de leur appartement avait été forcée, que près de 20 officiers étaient entrés, avaient bandé les yeux de sa mère, l'avaient empêchée de prendre ses affaires ou ses médicaments (elle souffre de thrombose veineuse profonde) et n'avaient permis à sa mère ni de lui parler ni de lui dire au revoir. Ils n'avaient pas de mandat d'arrêt. Ils ont mis sa fille Fadwa hors de l'appartement le temps de la fouille, en partant avec des valises contenant principalement des documents, des livres et des disques, laissant l'appartement saccagé. Après que la détention de Hoda Abdelmoniem au secret dans un lieu inconnu pendant trois semaines, sa

famille a publié une déclaration exprimant son inquiétude quant à son « état de santé précaire ».

Hoda Abdelmoniem fournissait une assistance juridique aux familles de personnes victimes de disparitions forcées en Égypte. Dans le cadre de ses efforts pour documenter les cas de personnes disparues de force, elle a été consultante auprès de la Commission égyptienne pour les droits et les libertés. La Commission égyptienne des droits et libertés a documenté un total de 1 719 cas de disparition forcée entre août 2015 et juin 2019. L'organisation a constaté que, sur les 647 personnes qui ont disparu et ont ensuite comparu devant les procureurs, 287 d'entre elles avaient été traduites devant le bureau du procureur général de la sûreté de l'État. L'organisation avait également alerté le procureur au sujet de leur situation. Malgré cela, dans aucun des cas le bureau du procureur général de la sûreté de l'État n'a enquêté sur les allégations.

➤ Lettres de soutien du CCBE :

- [Arrest of lawyers Hoda Abdelmoniem and Mohamed Abu Horira \(14/11/2018\)](#)

Ibrahim Metwally Hegazy



Ibrahim Metwally Hegazy est avocat et père. Son fils aîné, Abdelmoneim, a disparu le 8 juillet 2013, lors de la répression sanglante des rassemblements publics sur les places Rabaa al-Adawiya et Nahda au Caire. Il est spécialisé dans la défense des droits fondamentaux et est membre de la Commission égyptienne des droits et libertés. Après la disparition de son fils, il a cofondé l'Association égyptienne des familles de disparus créée en 2016 (EAFD) et représente les familles des victimes de disparition forcée en Égypte.

Ibrahim Metwally Hegazy a contribué à la préparation des dossiers de plaintes qui ont conduit le Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires à enquêter sur de nombreux cas. Il a défendu des centaines de familles de victimes de disparitions forcées en Égypte malgré les risques qu'elles représentent pour sa propre sécurité et a contribué de manière significative à la sensibilisation de ces pratiques. En outre, Ibrahim

Metwally Hegazy est connu pour avoir fourni des conseils juridiques à la famille de Giulio Regeni, un étudiant italien de l'université de Cambridge qui a disparu au Caire en janvier 2016 et dont le corps a été retrouvé avec des traces de torture. L'étudiant était venu en Égypte pour faire des recherches sur les activités syndicales dans ce pays avant sa disparition.

Le 10 septembre 2017, alors qu'il s'apprêtait à prendre l'avion pour Genève afin de rencontrer le Groupe de travail des Nations unies sur les disparitions forcées ou involontaires, Ibrahim Metwally Hegazy a été arrêté à l'aéroport du Caire, soupçonné de « financer et diriger une organisation créée illégalement et diffusant des informations portant atteinte à la sécurité nationale » (l'EAFD). Nul ne savait où il se trouvait jusqu'au soir du 12 septembre, lorsque la campagne Stop Disappearance a signalé qu'il avait été retrouvé en détention au bureau du procureur général de la sûreté de l'État à El Tagamoa El Khamis, dans la banlieue du Caire. L'avocat a subi deux jours de torture physique et psychologique, y compris par électrocution. Il avait 52 ans et souffrait de douleurs dorsales chroniques. Le 14 octobre 2019, Ibrahim Metwally Hegazy a reçu une ordonnance de libération après deux ans de détention dans des conditions ignobles. Il est tout de même resté en détention jusqu'à ce qu'il soit inculpé dans une nouvelle affaire (n° 1470/2019) le 5 novembre 2019. Il a été accusé d'« appartenance à un groupe terroriste » et de « financement d'un groupe terroriste ». Le procureur général de la sûreté de l'État a ordonné sa détention préventive pendant 15 jours.

Cette nouvelle accusation semble être un moyen de contourner le maximum de deux ans de détention préventive prescrit par la loi égyptienne. Il est actuellement toujours détenu dans la prison d'Aqrab, où il a fait état de mauvaises conditions de détention, d'un manque d'alimentation suffisante et d'examens médicaux adéquats pour son anémie.

➤ Lettres de soutien du CCBE:

- [Concerns regarding the situation of lawyers El Massry Amr Imam Hegazy and El Baqer \(24/09/2020\)](#)
- [Detention of lawyers El Baqer Metwally Hegazy el Massry and Ramadan \(25/11/2019\)](#)
- [Continued detention of lawyer Ibrahim Metwaly Hegazy \(27/09/2019\)](#)
- [Continued detention of lawyer Ibrahim Metwaly Hegazy \(17/08/2018\)](#)
- [Concerns regarding the detention of the Egyptian lawyer Ibrahim Metawly Hegazy \(31/10/2017\)](#)

Mahienour El-Massry



Mahienour El-Massry est une avocate égyptienne spécialisée dans les droits humains et une activiste impliquée dans la vie politique d'Alexandrie depuis le milieu des années 2000. Plusieurs fois détenue sous le régime du président déchu Hosni Moubarak, elle est l'une des figures du soulèvement qui l'a renversé en 2011. Elle a poursuivi sa lutte après le Printemps arabe et a été à nouveau condamnée sous les régimes de Morsi et d'al-Sissi.

Elle a été arrêtée pour la dernière fois le 22 septembre 2019 après avoir assisté à des interrogatoires de manifestants. Elle est toujours emprisonnée dans la prison pour femmes d'al-Qanāṭir. Elle a été accusée d'« appartenance à un groupe illégal », de « publication de fausses informations » et d'« utilisation abusive des réseaux sociaux ». Sa détention préventive a été renouvelée tous les 15 jours « pour les besoins de l'enquête » le 20 octobre 2019, le 3 novembre 2019, le 18 novembre

2019 et à nouveau le 11 février 2020 pour 45 jours.

Mahienour El-Massry est lauréate du prix Ludovic-Trarieux 2014, décerné chaque année à un avocat qui s'est distingué dans la défense des droits humains.

Souvent décrite comme voix de la révolution et défenseuse des droits des femmes, son activisme couvre un large éventail d'activités : droits humains, droits des étudiants, droits des femmes, grèves des travailleurs, aide juridique, violences policières, logement des plus pauvres, corruption, procès contre des militaires, préservation du patrimoine, droit à l'espace public, récupération de terres de l'État pour les pauvres, changement climatique, droits des enfants des rues ou des réfugiés syriens.

➤ Lettres de soutien du CCBE :

- [Concerns regarding the situation of lawyers El Massry Amr Imam Hegazy and El Baqer \(24/09/2020\)](#)
- [Detention of lawyers El Baqer Metwally Hegazy el Massry and Ramadan \(25/11/2019\)](#)
- [Arrest of lawyer Mahienour El Massry \(27/09/2019\)](#)

- [Concerns regarding the detention against lawyer Mahienour El Massry \(20/12/2017\)](#)
- [Concerns regarding Mahienour El-Massry's upheld prison sentence \(27/10/2015\)](#)
- [Concerns regarding the sentencing of Ms Mahienour El-Massry, a human rights lawyer \(22/06/2015\)](#)

Mohamed El-Baqer



Mohamed El-Baqer est avocat, spécialisé dans les droits humains et directeur du Centre Adalah pour les droits et libertés. Le 29 septembre 2019, Mohamed El-Baqer a été arrêté dans le bureau du procureur général de la sûreté de l'État alors qu'il assistait à une séance d'enquête avec son client, qui avait été arrêté plus tôt dans la matinée.

Mohamed El-Baqer a ensuite été accusé par le procureur général de la sécurité de l'État, dans le cadre de l'affaire pénale n° 1356 de 2019, d'éventuels chefs d'inculpation, notamment « appartenance à un groupe terroriste en ayant connaissance de ses objectifs terroristes », « commission d'un crime de financement ayant connaissance des objectifs terroristes dudit groupe », « diffusion, propagation et publication de fausses informations et de rumeurs dans l'intention de perturber la sécurité publique et d'instiller la terreur au sein de la population », et « utilisation abusive des réseaux sociaux pour

diffuser, disséminer et publier de fausses informations conduisant à une perturbation de la sécurité publique ».

Il est en détention préventive dans l'aile de sécurité maximale 2 de la prison de Tora et sa détention préventive continue à être renouvelée. Bien qu'il ait pu rencontrer son avocat avant les restrictions liées à la Covid-19, Mohamed El-Baqer s'est vu refuser auparavant le droit d'avoir des entretiens privés avec son avocat, entretiens qui ont également été limités à environ dix minutes.

Pendant sa détention, Mohamed El-Baqer a été soumis à de mauvais traitements et continue à être détenu dans de mauvaises conditions.

➤ Lettres de soutien du CCBE:

- [Concerns regarding the situation of lawyers El Massry Amr Imam Hegazy and El Baqer \(24/09/2020\)](#)
- [Detention of lawyers El Baqer Metwally Hegazy el Massry and Ramadan \(25/11/2019\)](#)
- [Detention of lawyer Mohammed El Baqer \(21/10/2019\)](#)

Mohamed Ramadan



Mohamed Ramadan est avocat des droits humains et son travail consiste à représenter les défenseurs des droits humains en justice.

Mohamed Ramadan a déjà été arrêté et poursuivi pour son action en faveur des humains. En avril 2017, Mohamed Ramadan a été condamné par contumace à une peine de dix ans de prison pour ses publications sur les réseaux sociaux, pour insulte au président, utilisation abusive des réseaux sociaux et incitation à la violence conformément à la loi en Égypte. Il a également été condamné à cinq ans d'assignation à résidence et à cinq ans d'interdiction de réseaux sociaux. Son appel dans cette affaire est toujours en cours, tandis que la Cour suprême constitutionnelle examine une demande distincte concernant la constitutionnalité de la loi antiterroriste.

Mohamed Ramadan a été arrêté le 10 décembre 2018 et accusé d'appartenir à une organisation terroriste, d'incitation aux idées terroristes et de posséder des gilets jaunes pour

appeler à des protestations contre les personnes au pouvoir. Son arrestation a eu lieu peu après les manifestations de gilets jaunes en France et après sa publication d'une photo de lui portant un gilet jaune sur son compte personnel sur les réseaux sociaux. Il a été détenu dans un lieu tenu secret jusqu'au 11 décembre, date à laquelle il a été placé en détention préventive. Il est toujours en détention préventive aujourd'hui. En détention, Mohamed Ramadan a subi des agressions physiques, dont au moins un incident au cours duquel il a été frappé au ventre par un gardien de prison.

➤ Lettres de soutien du CCBE:

- [Detention of lawyers El Bager Metwally Hegazy el Massry and Ramadan \(25/11/2019\)](#)
- [Detention of lawyer Mohamed Ramadan \(03/09/2019\)](#)
- [Arrest of lawyer Mohamed Ramadan \(14/02/2019\)](#)
- [Concerns regarding the conviction of Egyptian human rights lawyer Mohamed Ramadan \(03/05/2017\)](#)

Zyad El-Eleimy



Zyad El-Eleimy est avocat et ancien député en Égypte. Le 25 juin 2019, il a été arrêté au Caire et amené au bureau du procureur général de la sûreté de l'État. Le même jour, d'autres personnes ont également été arrêtées, notamment des militants politiques et des journalistes, et ont été accusées de mener un complot pour « faire tomber l'État ».

Zyad El-Eleimy fait partie d'un groupe d'individus qui cherchent à identifier des candidats potentiels pour participer aux prochaines élections législatives en Égypte. Zyad El-Eleimy est maintenant défendeur dans l'affaire n° 930 de 2019 ; il est en détention provisoire et risque d'être accusé d'avoir aidé une organisation terroriste à atteindre ses objectifs et d'avoir diffusé de fausses informations sur les réseaux sociaux pour provoquer des troubles et renverser le gouvernement. Il est actuellement détenu dans la prison

➤ Lettres de soutien du CCBE:

- [Continued detention and medical condition of lawyer Zyad El Elaimy \(17/08/2020\)](#)
- [Sentencing of lawyer Zyad El Elaimy \(16/04/2020\)](#)